



Sécurité et police municipale N° 1 - janvier 2016

Table des matières

Veille juridique	2
Organisation de la police	2
Police municipale	2
Police nationale, gendarmerie	3
Sécurité privée	4
Politiques publiques de sécurité et prévention de la délinquance sur les territoires	4
Prévention de la radicalisation	4
Lutte contre le terrorisme / Etat d'urgence	5
Politiques publiques de sécurité	6
Police de la sécurité publique	7
Prévention des accidents et des risques naturels majeurs	7
Police de la sûreté publique	8
Police de la circulation, du stationnement, de la voirie, des taxis	8
Police des manifestations sur la voie publique	8
Accueil des gens du voyage, personnes non sédentaires	9
Police de la tranquillité publique	9
Police du bruit	9
Hygiène et salubrité publique	9
Polices de l'Urbanisme et de l'environnement	9
Affichage et publicité	9
Déchets et décharges sauvages, sols pollués	10
Police rurale	10
Chemins ruraux	10
Vie des services	10
Mentions légales	13
Agenda	13
Loyauté, désobéissance et résistance : la déontologie à l'épreuve du réel	13



Veille juridique

Arrêté du 8 janvier 2016 relatif à la signalisation du covoiturage

Journal officiel lois et décrets, 17/01/2016, n° 14

<http://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2016/1/8/INTS1529357A/jo/texte>

Arrêté du 4 janvier 2016 fixant les dates de commencement et de fin de l'expérimentation de la circulation inter-files

Journal officiel lois et décrets, 15/01/2016, n° 12

<http://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2016/1/4/INTS1528637A/jo/texte>

La circulation inter-files est expérimentée du 1er février 2016 au 31 janvier 2020.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031690112&categorieLien=cid>

Décret n° 2015-1845 du 29 décembre 2015 relatif au paiement des amendes forfaitaires

Journal officiel lois et décrets, 31/12/2015, n° 303

<http://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2015/12/29/FCPE1519580D/jo/texte>

Ce décret modifie les modalités de paiement des amendes forfaitaires. Le timbre-amende ne sera plus admis pour le paiement des amendes forfaitaires et des amendes forfaitaires minorées sanctionnant des contraventions constatées à l'aide d'un système de contrôle automatisé ou d'un appareil électronique sécurisé. Cette mesure s'applique également pour le règlement de la consignation exigée le cas échéant pour contester l'infraction. Le timbre-amende reste utilisable pour le paiement de l'amende forfaitaire ou de l'amende forfaitaire minorée sanctionnant une contravention constatée à l'aide d'un carnet de verbalisation à souches.

Organisation de la police

Les moyens d'action de la police vont être accrus / COSSARDEAUX Joël

Echos (les), 06/01/2015, p. 2

<http://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/021597722920-le-conseil-detat-etudie-un-renforcement-des-pouvoirs-de-police-1189707.php>

Un nouveau projet de loi vient d'être transmis au Conseil d'Etat. Il renforce les pouvoirs de la police hors période d'état d'urgence.

► Police municipale

La justice administrative suspend la création de la "garde biterroise" / TENDIL Michel

Localtis.info, 20/01/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250270161888&cid=1250270158770>

Le tribunal administratif de Montpellier a suspendu, mardi 19 janvier, l'exécution d'une délibération du 15 décembre 2015 du conseil municipal de Béziers qui avait décidé la création d'une "garde". La création de cette garde avait été annoncée par le maire de Béziers, Robert Ménard, le 1er décembre, dans le contexte de l'état d'urgence. Elle devait être "composée de citoyens volontaires bénévoles chargés d'assurer des gardes statiques devant les bâtiments publics et des déambulations sur la voie publique et devant alerter les forces de l'ordre en cas de troubles à l'ordre public ou de comportements délictueux"

Un agent de police municipale peut-il muter sans condition après sa titularisation ? / BOVI HOSY

Géraldine

Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 19/01/2016

http://www.lagazettedescommunes.com/426097/un-agent-de-police-municipale-peut-il-muter-sans-condition-apres-sa-titularisation/?utm_source=gm-club-prevention-securite&utm_medium=Email&utm_campaign=26-01-2016-news-club-prevention-securite&abo=1

Lorsqu'un agent de police municipale, quel que soit son grade, souhaite muter dans une autre collectivité, il est nécessaire de prendre en considération, dans certains cas, des aspects financiers, en plus des aspects purement liés aux ressources humaines. La juriste du Club Prévention-Sécurité fait le point.



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



Polices municipales : les trois quarts des armes du "plan Cazeneuve" commandées

Localtis.info, 18/01/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250270143440&cid=1250270141540>

Près de 3.000 armes sur les 4.000 mises à disposition par le ministère de l'Intérieur ont été commandées par les municipalités pour équiper leur police. C'est ce qu'indique un nouveau bilan de la délégation aux coopérations de sécurité presque un an après le lancement de ce plan d'équipement.

Terrorisme et grande criminalité : l'impact du projet de loi Taubira sur les collectivités / JOUANNEAU

Hervé

Lagazettedescommunes.com, 18/01/2016

http://www.lagazettedescommunes.com/425994/terrorisme-et-grande-criminalite-limpact-du-projet-de-loi-taubira-sur-les-collectivites/?utm_source=quotidien&utm_medium=Email&utm_campaign=19-01-2016-quotidien&abo=1

Actuellement soumis à l'examen du Conseil d'Etat, le projet de loi renforçant la lutte contre la grande criminalité et simplifiant les procédures pénales sera présenté en février au Conseil des ministres. Qualifié de fourre-tout, le texte, mis en ligne par le Club prévention sécurité, renforce considérablement les pouvoirs des policiers, des parquets et des préfets. Certaines mesures concernent indirectement les policiers municipaux.

Un an après les attentats, les policiers municipaux sont-ils mieux protégés ? / JOUANNEAU Hervé

Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 13/01/2016

<http://www.lagazettedescommunes.com/425432/un-an-apres-les-attentats-les-policiers-municipaux-sont-ils-mieux-protoges/?abo=1>

Gilets pare-balles, armes mises à disposition, partage des fréquences radios... Un an après la première vague d'attentats à Paris et à Montrouge, le ministère de l'Intérieur a établi un nouveau bilan chiffré des mesures prises en janvier 2015 pour renforcer la protection des policiers municipaux et améliorer leurs conditions de travail. (Accès à l'article réservé aux abonnés au Club Prévention-Sécurité)

L'armement des polices municipales / DELESCLUSE Agathe, RAMEL Aloïs

Courrier des maires et des élus locaux (le), 01/2016, n° 297, p. 44-45

Les attentats terroristes de janvier et novembre 2015, qui ont notamment vu l'assassinat d'une jeune policière de Montrouge (92) ont relancé le débat sur l'armement des polices municipales. Point sur la cadre réglementaire et sur les propositions récentes d'évolution.

Le maire peut exclure pour 2 ans un policier municipal qui commet un manquement grave à son devoir de réserve

Police municipale et Pouvoirs de police du maire, 01/2016, n° 3, p. 5

Après avoir désobéi à une note de service et eu une altercation avec un supérieur hiérarchique, un gardien de police municipale a tenu, sur une radio locale, des propos qui remettent en cause la politique de la commune en matière de sécurité, avec une grande virulence. Dès lors, la sanction d'exclusion temporaire de fonctions pour deux années n'est pas jugée disproportionnée aux faits reprochés. (CAA Lyon, n° 12LY02129, 8/01/2013).

Comment agir pendant l'état d'urgence

Police municipale et Pouvoirs de police du maire, 01/2016, n° 3, p. 10-11

Terrorisme, insurrections, émeutes : l'ordre public doit être maintenu en permanence. C'est pourquoi le législateur et la jurisprudence ont prévu différentes situations dans lesquelles les autorités peuvent s'affranchir des règles habituelles du droit. Ces possibilités exceptionnelles varient selon la gravité des atteintes portées à l'ordre public. Pendant l'état d'urgence, maire et policiers municipaux doivent notamment signaler toute infraction aux arrêtés du préfet. Les communes peuvent être invitées à installer des dispositifs de vidéoprotection complémentaires. L'état d'urgence peut être déclaré en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public.

► **Police nationale, gendarmerie**

Officialisation de l'autorisation, pour les policiers, de porter leur arme en dehors du service

Maire-info.com, 07/01/2016

<http://www.maire-info.com/article.asp?param=19124&PARAM2=PLUS&n1=1>



Un texte paru hier au Journal officiel, sous l'appellation discrète « arrêté modifiant l'arrêté du 6 juin 2006 portant règlement général d'emploi de la police nationale », officialise le droit pour les policiers de porter leur arme de service en dehors de leur temps de travail, pendant la durée de l'état d'urgence.

<http://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2016/1/4/INTC1530861A/jo/texte>

► Sécurité privée

Menaces terroristes, cyberattaques : la filière sécurité en plein essor / KINDERMANS Marion

Echos (les), 21/01/2016, p. 22-23

http://www.lesechos.fr/journal20160121/lec2_pme_et_regions/021583956999-menaces-terroristes-cyberattaques-la-filiere-securite-en-plein-essor-1193936.php

Numérique, objets connectés, vidéosurveillance, équipements de protection... les PME et les start-up se sont multipliées sur ce marché de la sécurité en forte hausse.

L'Etat veut organiser cette filière éclatée et peu visible car les enjeux sont énormes : elle devrait bénéficier de 6 % de croissance.

Sécurité privée / publique : l'Intérieur veut améliorer la coopération locale / WEIL Pascal

lagazettedescommunes.com, 14/01/2016

<http://www.lagazettedescommunes.com/425537/securite-privée-publique-linterieur-veut-améliorer-la-cooperation-locale/>

Le ministre de l'Intérieur demande aux acteurs privés et publics de la sécurité de signer des conventions locales de sécurité, associant notamment les maires. L'objectif est de renforcer leur coopération opérationnelle et notamment d'alerter les acteurs de terrain d'un risque imminent. (Accès à l'article réservé aux abonnés au Club Prévention-Sécurité)

Politiques publiques de sécurité et prévention de la délinquance sur les territoires

► Prévention de la radicalisation

La mairie de Sarcelles lance un programme de prévention de la radicalisation / SOUTRA Hugo

Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 18/01/2016

<http://www.lagazettedescommunes.com/426011/la-mairie-de-sarcelles-lance-un-programme-de-prevention-de-la-radicalisation/?abo=1>

Les cadres territoriaux de la ville de Sarcelles (Val-d'Oise) recevront une formation afin de détecter les « signaux faibles » de radicalisation religieuse. Un centre de prévention ouvrira, dans la foulée, pour prendre en charge les individus en voie de radicalisation et assurer un suivi pluridisciplinaire. Objectif : prévenir en amont le risque de basculement. Une initiative que le ministère de la Ville soutient et souhaiterait généraliser. (Accès à l'article réservé aux abonnés au Club Prévention-Sécurité)

Radicalisation : les maires de banlieues interpellent l'Etat sur sa « politique d'austérité » / SOUTRA HUGO

Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 14/01/2016

http://www.lagazettedescommunes.com/425543/radicalisation-les-maires-de-banlieues-interpellent-letat-sur-sa-politique-dausterite/?utm_source=quotidien&utm_medium=Email&utm_campaign=15-01-2016-quotidien

A la demande du gouvernement, l'association des maires "Ville & Banlieues" a remis, jeudi 14 janvier, ses propositions destinées à « prévenir les dérives sectaires et fondamentalistes. » Qu'il s'agisse d'éducation, d'emploi ou de justice, la mobilisation effective des moyens de droit commun de l'Etat dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville est, selon leurs maires, la priorité pour éviter que la République française continue de former ses propres djihadistes.

<http://www.ville-et-banlieue.org/wp-content/uploads/2016/01/Propositions-Derives-P.Kanner-14012016.pdf>

Bordeaux innove dans la lutte contre la radicalisation / CESAR Nicolas



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 11/01/2016

<http://www.lagazettedescommunes.com/425042/bordeaux-innovent-dans-la-lutte-contre-la-radicalisation/?abo=1>

Initiative originale, la ville de Bordeaux a inauguré le 9 janvier un centre de déradicalisation destiné à prévenir le discours djihadiste et à accompagner les personnes radicalisées et leurs familles. Présent, le ministre en charge de la politique de la ville, Patrick Kanner, a confirmé que les contrats de ville doivent comporter un volet radicalisation. (Accès réservé aux abonnés au Club Prévention-Sécurité

<http://www.radicalisation.fr>

« **Face à la radicalisation, les maires doivent s'appuyer sur les acteurs de quartier** » / JOUANNEAU Hervé
Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 04/01/2016

http://www.lagazettedescommunes.com/424256/face-a-la-radicalisation-les-maires-doivent-sappuyer-sur-les-acteurs-de-quartier/?utm_source=gm-club-prevention-securite&utm_medium=Email&utm_campaign=05-01-2016-news-club-prevention-securite

Les élus locaux sont appelés à se mobiliser contre la radicalisation religieuse et le djihadisme. Mais que peuvent-ils faire ? Dans un entretien au Club prévention sécurité, le président du Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU), Roger Vicot, avance des pistes d'actions possibles. (Accès réservé aux abonnés au Club Prévention-Sécurité)

Face à la radicalisation, un réseau paneuropéen / STEIWER Nathalie

Maires de France, 01/2016, n° 331, p. 25

Alors que les échanges d'expériences se multiplient entre élus locaux européens, une alliance devrait être lancée en 2016 lors du prochain Sommet des maires.

Le terrorisme djihadiste : regard criminologique / MORVAN Patrick

Semaine juridique (la). Édition générale, 11/01/2016, n° 1-2, p. 54-61

Religion et violence entretiennent des liens que l'on ne saurait qualifier d'étroits, a priori. Ces liens se resserrent néanmoins si se développe une sous-culture de la violence puisant dans le registre religieux. Cette violence recrute ses acteurs dans un vivier formé d'immigrés de la deuxième génération et de "convertis". Elle se nourrit d'un malaise culturel profond dans la Nation.

Roger Vicot (président du Forum français pour la sécurité urbaine - FFSU) : "Il faut expliquer ce que recouvre le phénomène de radicalisation et comment on le détecte" / JOUANNEAU Hervé

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/01/2016, n° 2299, p. 16

Roger Vicot (président du Forum français pour la sécurité urbaine - FFSU) : "Il faut expliquer ce que recouvre le phénomène de radicalisation et comment on le détecte"

► Lutte contre le terrorisme / Etat d'urgence

Etat d'urgence : le juge administratif, nouveau gardien des libertés individuelles ?

Lagazettedescommunes.com, 27/01/2016

http://www.lagazettedescommunes.com/427033/etat-durgence-le-juge-administratif-nouveau-gardien-des-libertes-individuelles/?utm_source=quotidien&utm_medium=Email&utm_campaign=28-01-2016-quotidien

Le Conseil d'Etat a fait le bilan de plus de deux mois d'état d'urgence. Au total, 95 dossiers ont été examinés par les tribunaux administratifs et par la Haute juridiction elle-même.

Lutte contre le terrorisme : un syndicat de policiers municipaux interpelle Manuel Valls / SOUTRA Hugo

Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 25/01/2016

<http://urls.fr/4uC>

La filière Police municipale de Force Ouvrière demande à Manuel Valls de prendre en compte leur profession dans le projet de loi renforçant la lutte contre la grande criminalité et simplifiant les procédures pénales qui doit être présenté le 3 février en conseil des ministres. Pour l'heure, les policiers municipaux demeurent exclus des clarifications apportées aux cadres légaux de l'usage des armes comme de l'usage des caméras-piétons.

L'inspection visuelle des bagages à main

Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 25/01/2016

<http://urls.fr/4uD>



Dans le cadre du plan Vigipirate, l'inspection visuelle des bagages à main est devenue une mesure obligatoire à l'entrée des lieux recevant du public. Cette fiche analyse l'étendue des compétences des personnes habilitées et les obligations des personnes soumises à l'ouverture de leur bagage à main.

L'état d'urgence et la Constitution / VERPEAUX Michel

Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales, 18/01/2016, n° 2, p. 34-36

A la suite des attentats de novembre 2015, un projet de loi constitutionnelle relatif à la protection de la nation a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale de 23 décembre 2015. Prévu pour être discuté à partir de février 2016, ce texte a suscité de très nombreuses controverses juridiques et des polémiques politiques. Ces dernières pourraient être de nature à empêcher l'adoption de ce texte par le Parlement réuni en Congrès.

La circulaire diffusée à la police sur la conduite à tenir en cas de "tuerie de masse"

Francetvinfo, 24/12/2015

http://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/attaques-du-13-novembre-a-paris/document-francetv-info-la-circulaire-diffusee-a-la-police-sur-la-conduite-a-tenir-en-cas-de-tuerie-de-masse_1237373.html

"Les attentats du 13 novembre 2015 ont confirmé la tuerie de masse comme mode d'action terroriste en France" et "révélé un mode d'agression inédit". Dans une circulaire adressée à tous les services de police lundi 21 décembre, la Direction générale de la police nationale établit des "fiches de conduite à tenir" dans un tel contexte, un mois et demi après les attentats de Paris et du Stade de France, qui ont fait 130 morts

➤ Politiques publiques de sécurité

Délinquance en 2015: les principaux chiffres à retenir / LOPES Emilie

lagazettedescommunes.com, 28/01/2016

http://www.lagazettedescommunes.com/427450/delinquance-en-2015-les-principaux-chiffres-a-retenir/?utm_source=quotidien&utm_medium=Email&utm_campaign=30-01-2016-quotidien&abo=1

Saluant le travail des forces de l'ordre face à la menace terroriste, Bernard Cazeneuve a rendu public, jeudi 28 janvier, les chiffres de la délinquance enregistrée pour l'année 2015. Si la délinquance d'appropriation a globalement diminué, parfois dans des proportions importantes, le nombre d'homicides a, quant à lui, explosé de 16%.

Le Val d'Oise joue les laboratoires dans le secteur clef de la sécurité / FAGNART Sylvie

Echos (les), 27/01/2016, Cahier Entreprises et Collectivités p. 5

<http://www.lesechos.fr/pme-regions/actualite-des-marches-publics/021633891810-le-val-doise-joue-les-laboratoires-dans-le-secteur-clef-de-la-securite-1195552.php>

Le Département et l'association du Pays de Roissy cherchent à structurer les acteurs de la sécurité et de la gestion des risques. Objectif : mutualiser les échanges pour aller vers une "sécurité globale".

Sécurité dans les transports : le renfort des polices municipales retoqué / JOUANNAU Hervé

Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 25/01/2016

<http://www.lagazettedescommunes.com/426937/securite-dans-les-transports-le-renfort-des-polices-municipales-retoque/?abo=1>

Le Sénat examinera le 27 février la proposition de loi sur la lutte contre l'insécurité et le terrorisme. En commission des lois, les sénateurs ont supprimé les nouvelles missions que les députés avaient décidé de confier aux policiers municipaux. En contrepartie, ils proposent de transférer au président de l'intercommunalité le pouvoir de réglementer la police des transports. (Accès réservé aux abonnés au Club Prévention-Sécurité)

http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/lutte_atteintes_securite_publicque.asp

<http://www.senat.fr/notice-rapport/2015/r15-291-notice.html>

<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppl15-281.html>

Le gouvernement renforce les pouvoirs de la police et du parquet

Localtis.info, 07/01/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250270085130&cid=1250270082669>

Le gouvernement a saisi, mercredi 6 janvier 2016, le Conseil d'Etat d'un projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé et son financement, dont les grandes orientations ont été présentées par la garde des Sceaux



en conseil des ministres. Parmi les dispositions les plus marquantes figure un assouplissement des règles d'engagement armé des policiers, une mesure réclamée de longue date par les forces de l'ordre.

La prévention spécialisée a sa place dans les politiques de sécurité

Actualités sociales hebdomadaires, 01/01/2016, n° 2940, p. 24-25

Un an après avoir remis un rapport sur les liens entre prévention spécialisée et prévention de la délinquance, la sociologue Véronique Le Goaziou tire à nouveau le signal d'alarme dans un ouvrage nourri de nombreuses rencontres de terrain. La prévention spécialisée, affirme-t-elle, doit sortir de son isolement et revenir vers un travail éducatif communautaire.

http://ordcs.mmsch.univ-aix.fr/publications/Documents/Rapport_recherche_ORDCS_N2.pdf

Prévenir les vols dans l'église communale / LEPRAT Bruno

Maires de France, 01/2016, n° 331, p. 57

- De l'importance de réaliser un inventaire des biens
- Compliquer la tâche des voleurs
- Organiser l'alerte
- Susciter des animations... et inviter les gendarmes

30 jours pour actualiser son schéma de surveillance de voie publique des écoles et son PPMS / LIQUET Valérie

Localtis.info, 02/12/2015

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250269950423&cid=1250269949469&nl=1>

Deux circulaires, publiées le 26 novembre au bulletin officiel de l'Education nationale, confirment les consignes de sécurité annoncées envers les établissements scolaires et exigent que soient réalisés ou actualisés très rapidement (sous 30 jours ouvrés) les schémas de surveillance de voie publique des écoles et des établissements et les plans particuliers de mise en sûreté (PPMS).

http://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?cid_bo=95835

http://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?cid_bo=95837

http://http://cache.media.education.gouv.fr/file/44/08/5/ensel8696_annexe_504085.pdf

A l'interface du travail social et de la sécurité / LE GALL Sophie

Gazette sante social (la), 12/2015, n° 124, p. 38-39

L'intervenant social en commissariat et gendarmerie joue un rôle d'accueil, des victimes comme des auteurs de délit, pour organiser le lien vers les différentes institutions. Les postes, malheureusement, manquent.

<http://www.aniscg.org/>

La médiation sociale dans les transports collectifs terrestres. État des lieux en 2014

Ministère de l'Ecologie et du développement durable, 2015, 12 p

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/mediation_sociale_transports_ondt.pdf

Estimant incomplète la connaissance de la médiation sociale exercée dans les transports collectifs, le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie a, en 2014, avec l'association France médiation, engagé une étude nationale sur le sujet, dont il vient de publier les résultats. Le document indique que les transports publics "ont été l'un des premiers secteurs d'apparition de la médiation sociale à la fin des années 80".

Police de la sécurité publique

► Prévention des accidents et des risques naturels majeurs

Cannes élabore un plan de prévention du risque terroriste / GARCIA Caroline

Lagazettedescommunes.com – Club Prévention-Sécurité, 19/01/2016

<http://www.lagazettedescommunes.com/426080/cannes-elabore-un-plan-de-prevention-du-risque-terroriste/?abo=1>

La municipalité cannoise (Alpes-Maritimes) se lance dans l'élaboration d'une série de plans de prévention des risques naturels et humains, afin de mieux anticiper et d'améliorer la gestion de crise. L'objectif est notamment



de se prémunir autant que possible du risque terroriste alors que la ville est spécialisée dans l'accueil de salons professionnels. (Accès réservé aux abonnés au Club Prévention-Sécurité)

Drones et infrastructures énergétiques : plus qu'un projet, un nouvel outil / ZUBELDIA Océane
Cahiers de la sécurité et de la justice, 10/2015, n° 33, p. 70-75

Les infrastructures énergétiques (centrales nucléaires, installations pétrolières onshore/offshore, centrales photovoltaïques, stockages gaziers, fermes éoliennes, etc.) représentent des enjeux stratégiques majeurs. La protection et le maintien en fonctionnement de ces infrastructures sont les principaux défis à relever. Les drones peuvent être pensés comme une option technologique et sécuritaire.

Nota : cet article fait partie du dossier "Etat, sécurité, énergie... Futurs immédiats" publié dans ce numéro 33 des cahiers de la Sécurité et de la Justice.

<http://www.cahiersdelasecuriteetdelajustice.fr/>

La sécurité environnementale, un concept qui influence de plus en plus les négociations climatiques : les enjeux de la COP 21 / PAILLARD Christophe-Alexandre

Cahiers de la sécurité et de la justice, 10/2015, n° 33, p. 19-23

Les éléments climatiques et environnementaux jouent un rôle de plus en plus majeur sur les grands équilibres sécuritaires mondiaux. Leur place est destinée à s'accroître dans les prochaines années dans les réflexions touchant aux questions de défense et de sécurité, en raison du probable réchauffement climatique général et de ses conséquences sur les conditions de production, de distribution et de consommation d'énergie à travers le monde.

Nota : cet article fait partie du dossier "Etat, sécurité, énergie... Futurs immédiats" publié dans ce numéro 33 des cahiers de la Sécurité et de la Justice.

<http://www.cahiersdelasecuriteetdelajustice.fr/>

Police de la sûreté publique

► Police de la circulation, du stationnement, de la voirie, des taxis

Sécurité routière : des drones testés par la gendarmerie pour traquer les délits / FAINSILBER Denis

Lesechos.fr, 27/01/2016

http://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/021652532769-securite-routiere-des-drones-testes-par-la-gendarmerie-pour-traquer-les-delits-1195661.php#xtor=EPR-8-%5B18_heures%5D-20160127-%5BProv_%5D-1369327%402

Les petits engins volants pourraient traquer cette année certaines infractions. Une expérimentation en ce sens vient de s'achever dans l'Oise.

Améliorer la sécurité routière

Techniques - Aménagement - Développement Durable, 14/01/2016, n° 1052, p. 3

Dans les traversées de centres-bourgs, l'insécurité routière est liée à la fois à la vitesse excessive des véhicules motorisés et à la proximité d'usagers vulnérables. Le palmarès du dernier concours des Echarpes d'or de l'association Prévention routière montre que les communes peuvent agir.

Le maire peut-il limiter la vitesse de circulation sur les voies publiques de sa commune ?

Journal des communes, 01/2016, n° 2191, p. 56

Des mesures de limitation de vitesse peuvent être édictées par le maire notamment, selon des considérations de qualité de l'air, pour minimiser les émissions de polluants.

► Police des manifestations sur la voie publique

La dissolution des associations de supporters / MORANGE Jean

Jurisport, 01/2016, n° 160, p. 37-41

Depuis 2006, les groupements de supporters peuvent être dissous par décret du Premier ministre. La justification de cette procédure de dissolution administrative spécifique est la lutte contre le hooliganisme et un nouveau type de violences commises à l'occasion de manifestations sportives. La portée de la dissolution est encadrée par le



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



contrôle juridictionnel exercé par le Conseil d'État. Cette garantie est essentielle car certaines mesures prévues par le code du sport, peut-être nécessaires, sont potentiellement dangereuses.

► **Accueil des gens du voyage, personnes non sédentaires**

Campement sauvage : les pouvoirs du maire / BONNEFOND Pierre

Journal des maires et des conseillers municipaux, 01/2016, n° 1, p. 49-50

Les communes peuvent être confrontées à l'installation de campements sauvages sur leur territoire. Des moyens juridiques permettent d'obtenir le départ des occupants illégaux.

Police de la tranquillité publique

► **Police du bruit**

Les outils du maire pour lutter avec efficacité contre les nuisances sonores / VILLE Frédéric

courrierdesmaires.fr, 28/01/2016

http://www.courrierdesmaires.fr/58830/les-outils-du-maire-pour-lutter-avec-efficacite-contre-les-nuisances-sonores/?utm_source=newsletter-cdm&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter-01-02-2016

Que les nuisances sonores proviennent des équipements publics ou directement des administrés, le combat portera avant tout sur la prévention. La mairie doit favoriser au maximum la concertation avant d'envisager et d'engager les sanctions.

Hygiène et salubrité publique

En matière de contrôle des installations d'assainissement non collectif, le maire, au titre de ses pouvoirs de police, peut être doublement responsable / DEFIX Sébastien

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 01/2016, n° 1, p. 48-49

Le maire, lorsqu'il intervient dans le domaine de l'assainissement collectif ou non collectif, n'est pas dessaisi de son pouvoir de police générale. Il doit au titre de celui-ci et précisément afin d'assurer la salubrité publique, agir pour faire cesser les pollutions ou nuisances de toute nature, quand bien même il dispose en cette matière d'un pouvoir de police spéciale. [Conseil d'État, 27 juillet 2015, n° 367484 - Commune d'Hébuterne]

Exposition aux ondes : les maires bénéficieront d'une meilleure information

Localtis.info, 12/01/2016

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250270112927&cid=1250270100010&nl=1>

L'Agence nationale des fréquences a publié des lignes directrices destinées à améliorer l'information des maires sur l'exposition aux ondes. Les exploitants sont désormais tenus de respecter un ensemble de critères précis pour présenter les résultats de leurs simulations d'exposition qui pouvaient être parfois peu lisibles pour les élus locaux.

Le maire et la police des édifices et des immeubles menaçant ruine / MOZOL Patrick

Journal des communes, 01/2016, n° 2191, p. 52-55

Conformément aux dispositions de l'article L. 2213-24 du Code général des collectivités territoriales, le maire est obligé de prescrire la réparation ou la démolition des murs, bâtiments ou édifices menaçant ruine. Cette fiche fait le point sur ces mesures de police spéciale.

Polices de l'Urbanisme et de l'environnement

► **Affichage et publicité**

Affichage publicitaire : une règle ne vaut que si elle est respectée



Intercommunalités, 12/2015, n° 205, p. 6-9

Pourtant placé par le législateur dans le chapitre relatif aux "pollutions et nuisances" et renforcé dans le cadre du Grenelle de l'environnement, l'arsenal juridique applicable à l'affichage publicitaire semble rencontrer une difficile traduction dans les territoires. La pollution visuelle reste de mise en de nombreux endroits. Ce focus revient sur les enjeux en matière de police de l'affichage, sur l'affirmation de l'intercommunalité dans l'élaboration des règlements locaux de publicité, les enjeux de la fiscalité qui s'y applique et le rôle des principaux acteurs.

► Déchets et décharges sauvages, sols pollués

Les dépôts d'ordures ou rejets divers dans les cours d'eau, les plans d'eau ou les nappes (2) : les infractions prévues par le code de l'environnement / COMIN Christian, HARTMANN Cécile

Fiches pratiques de la police territoriale, 01/2016, n° Fiche 120/04, 2 p.

Cette fiche expose les infractions au code de l'environnement que les gardes champêtres et les agents de police municipale peuvent relever en fonction de leurs compétences d'attribution respectives.

Police rurale

► Chemins ruraux

Les pouvoirs de police du maire sur les chemins ruraux

Police municipale et Pouvoirs de police du maire, 01/2016, n° 3, p. 6-8

Le maire dispose de prérogatives particulièrement étendues pour assurer la police des chemins ruraux. Pourtant, ces dernières sont largement méconnues alors qu'elles permettent de faire face à tous les problèmes rencontrés au quotidien. Sont des chemins ruraux les chemins appartenant aux communes et affectés à l'usage du public.

Circulation des véhicules à moteur sur certains chemins ruraux : le maire peut la réglementer en cas de nuisances / LARRAIN Alain

lagazettedescommunes.com, 29/01/2016

<http://urls.fr/4oC>

Une jurisprudence de la Cour administrative d'appel de Douai rappelle que conformément aux dispositions de l'article L.2213-4 du CGCT, le maire peut interdire la circulation des véhicules à moteur sur certaines parties de chemins ruraux, dès lors que ces chemins, fréquentés par de nombreux randonneurs, présentent une faible largeur et que le passage de véhicules y creuse des ornières, tout en endommageant la flore alentour, et cause des usages sonores. (CAA Douai, n° 14DA00599, 01/12/2015)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?>

[oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000031555071&fastReqId=1206174150&fastPos=17](http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000031555071&fastReqId=1206174150&fastPos=17)

Vie des services

Les Essarts-le-Roi (78) : la commune se dote d'une police municipale

78actu.fr, 29/01/2016

http://www.78actu.fr/la-commune-se-dote-d-une-police-municipale_31539/

Lors du dernier conseil municipal, le maire a annoncé que trois des quatre ASVP de la commune suivraient une formation pour devenir policiers municipaux.

Marseille : la brigade de nuit de la municipale prend les armes

Laprovence.com, 27/01/2016

<http://www.laprovence.com/article/actualites/3777420/marseille-la-brigade-de-nuit-de-la-municipale-prend-les-armes.html>

D'ici 8 jours, 46 policiers formés et porteurs de Manurhin prendront leur service à la nuit tombée. Une (r)évolution qui précède l'armement de tous les municipaux.

Orléans : la police municipale formée au tir



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



France3 Centre-Val de Loire, 25/01/2016

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/centre/loiret/orleans/orleans-la-police-municipale-formee-au-tir-912877.html>

Chauvigny (86) ; les policiers municipaux vont être armés

Centre Presse, 25/01/2016

<http://www.centre-presse.fr/article-437965-les-policiers-municipaux-vont-etre-armes.html>

Yonne : cinq communes mutualisent leur police municipale

France Bleu Auxerre, 25/01/2016

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/yonne-cinq-communes-mutualisent-leur-police-municipale-1453746104>

C'est une première dans l'Yonne : les cinq policiers municipaux de Migennes pourraient intervenir sur d'autres communes environnantes. Epineau, Charmoy, Bonnard et Bussy-en-Othe ont signé une convention en décembre avec Migennes. Reportage.

Colombes va géolocaliser ses policiers en temps réel

Leparisien.fr, 22/01/2016

<http://www.leparisien.fr/colombes-92700/colombes-va-geolocaliser-ses-policiers-en-temps-reel-21-01-2016-5473375.php>

Ce sont les radios des policiers en service qui permettront leur géolocalisation.

Lorient : des boîtiers pour alerter la police municipale en un seul clic

France Bleu, 21/01/2016

<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/lorient-des-boitiers-pour-alerter-la-police-municipale-en-un-seul-clic-1453406089>

Etre mis en relation, en direct, avec la police municipale, voilà ce que propose H. Call Systems, une entreprise basée à Dinard (Ille-et-Vilaine). A Lorient, si ses boîtiers ont déjà été installés dans plusieurs bâtiments municipaux, les commerçants du centre-ville, eux, sont partagés.

Police municipale : le taser, compromis vendéen

Ouest France, 19/01/2016

<http://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/les-herbiers-85500/police-municipale-le-taser-compromis-vendeen-3979677>

Le préfet vient d'autoriser les maires des Herbiers et de La Tranche-sur-Mer à doter leurs agents de police de cette arme électrique. Une première en Vendée.

Bientôt une police municipale et des caméras à Luzarches (95)

Leparisien.fr, 18/01/2016

<http://www.leparisien.fr/luzarches-95270/bientot-une-police-municipale-et-des-cameras-a-luzarches-18-01-2016-5462287.php>

Le maire de Pontoise (95) veut une police municipale de nuit

Leparisien.fr, 18/01/2016

<http://www.leparisien.fr/val-d-oise-95/le-maire-de-pontoise-veut-une-police-municipale-de-nuit-18-01-2016-5462495.php>

Pantin et Le Pré (93) préfèrent la sécurité... rapprochés / LEBELLE Aurélie

Leparisien.fr, 17/01/2016

<http://www.leparisien.fr/pantin-93500/pantin-et-le-pre-preferent-la-securite-rapproches-17-01-2016-5459589.php>

Actuellement, 25 agents municipaux sillonnent les rues de la ville pour assurer la sécurité des habitants conjointement avec la police nationale. Mais dans les mois qui viennent, la PM va être renforcée par une brigade canine et un Centre de supervision urbaine (CSU), tous deux mutualisés avec la ville du Pré-Saint-Gervais.

Essonne : la police nationale prête à partager ses infos avec la municipale

Leparisien.fr, 17/01/2016

<http://www.leparisien.fr/essonne-91/essonne-la-police-nationale-prete-a-partager-ses-infos-avec-la-municipale-17-01-2016-5459447.php>



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



Le centre d'information et de commandement de la police nationale reçoit tous les appels émis vers le « 17 » en Essonne. Il travaille maintenant en étroite collaboration avec les effectifs des polices municipales d'Evry, Ris-Orangis et Courcouronnes. Et bientôt celles de Massy, Chilly-Mazarin, Montgeron ou encore Juvisy.

Châtelleraut (Vienne) : Jean-Pierre Abelin va armer la police municipale

Lanouvellerepublique.fr, 16/01/2016

<http://www.lanouvellerepublique.fr/Vienne/Actualite/24-Heures/n/Contenus/Articles/2016/01/16/Jean-Pierre-Abelin-va-armer-la-police-municipale-2593495>

Aulnay-sous-Bois (93) : les téléalarmes désormais reliées à la police municipale

Leparisien.fr, 16/01/2016

<http://www.leparisien.fr/aulnay-sous-bois-93600/aulnay-sous-bois-la-telealarme-revient-dans-le-giron-municipal-15-01-2016-5454707.php>

Depuis le début de l'année, ce n'est plus une société privée mais bien la police municipale qui intervient au domicile des abonnés en cas de cambriolage.

Saint-Quentin : «les policiers municipaux seront armés à partir de juin»

Courrierpicard.fr, 13/01/2016

<http://www.courrier-picard.fr/region/saint-quentin-les-policiers-municipaux-seront-armes-a-ia195b0n705148>

Mazamet (Tarn) va se doter de sa première police municipale

Ladepeche.fr, 13/01/2016

<http://www.ladepeche.fr/article/2016/01/13/2254786-mazamet-va-se-doter-de-sa-premiere-police-municipale.html>

Les polices municipales du Grand Dijon s'équipent en caméras piéton

France 3 Bourgogne, 12/01/2016

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne/cote-d-or/dijon/les-polices-municipales-du-grand-dijon-s-equipent-en-cameras-pieton-902709.html>

Après Longvic en mai dernier, les autres polices municipales du Grand Dijon font le choix d'équiper leurs agents avec des caméras "piéton", un outil qui permet de lever tout doute en cas d'intervention un peu "tendue".

Saâcy-sur-Marne (77) : le maire décide d'armer la police municipale

Le Pays Briard, 11/01/2016

<http://www.lepaysbriard.fr/le-maire-decide-d-armer-la-police-municipale-22495/>

La police municipale est armée depuis le mois de septembre. Une décision assumée pour une meilleure sécurité des habitants

Alfortville (94) : la police municipale opérationnelle en juin

Leparisien.fr, 10/01/2016

<http://www.leparisien.fr/alfortville-94140/alfortville-la-police-municipale-operationnelle-en-juin-11-01-2016-5440321.php>

L'équipe sera composée de dix policiers municipaux, et de sept agents de surveillance de la voie publique.

Chevry-Cossigny (77) : la police municipale opérationnelle en avril

Leparisien.fr, 10/01/2016

<http://www.leparisien.fr/chevry-cossigny-77173/chevry-cossigny-la-police-municipale-operationnelle-en-avril-10-01-2016-5437739.php>

Le service de police municipale promis par la municipalité lors de la campagne électorale devrait entrer en action au début du mois d'avril.

Saint-Maurice (Val-de-Marne) aura aussi sa police armée

Leparisien.fr, 06/01/2016

<http://www.leparisien.fr/saint-maurice-94410/saint-maurice-aura-aussi-sa-police-armee-06-01-2016-5426539.php>

La police de Charenton (94) bientôt armée

Leparisien.fr, 05/01/2016

<http://www.leparisien.fr/charenton-le-pont-94220/la-police-municipale-de-charenton-bientot-armee-05-01-2016-5423583.php>



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



Saint Benoît (Vienne) : 2016, le maire veut armer la police municipale

Lanouvellerepublique.fr, 04/01/2015

<http://www.lanouvellerepublique.fr/Vienne/Communes/Saint-Beno%C3%AEt/n/Contenus/Articles/2016/01/04/2016-le-maire-veut-armer-la-police-municipale-2582262>

Le maire de Saint-Benoît a engagé les démarches pour que les trois policiers municipaux soient équipés d'une arme. L'an dernier, les policiers municipaux de Saint-Benoît ont été les premiers dans l'agglomération avec ceux de Poitiers, à être dotés de gilets pare-balles.

Le Neubourg (Eure) : des armes à feu pour la police municipale

Le Courrier de l'Eure, 31/12/2015

<http://www.lecourrierdeleure.fr/2016/01/02/des-armes-a-feu-pour-la-police-municipale/>

La mairie l'avait annoncé. La police municipale a effectué sa première patrouille de nuit avant Noël. Les agents sont désormais équipés d'armes à feu, pour assurer leur protection

Mentions légales

Elle est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT.

Agenda

➤ **Loyauté, désobéissance et résistance : la déontologie à l'épreuve du réel**

Du 23/03/2016 au 24/03/2016, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (Camp des Milles - Aix en Provence)

[Loyauté, désobéissance et résistance : la déontologie à l'épreuve du réel](#)

Des comportements individuels, tels que la soumission aveugle à l'autorité, le conformisme de groupe, la passivité ou la recherche de boucs émissaires facilitent de grands basculements collectifs : lorsque les crises sont exploitées par la démagogie, lorsque la démocratie se défend mal et cède la place à l'autoritarisme, les ingrédients sont réunis pour l'émergence d'une société totalitaire. Face à ces situations, la place des fonctionnaires est particulière : vigies de l'intérêt général et des valeurs du service public, comment peuvent-ils se positionner dans un contexte où les tensions sociales, les crispations identitaires et les pertes de repères forment le terreau d'où peuvent naître des catastrophes ? Les fonctionnaires disposent-ils de moyens pour agir, s'ils sont confrontés à une dérive arbitraire de leur exécutif, susceptible d'ébranler leur institution ? Accepter ou refuser... Obéir ou désobéir... les fonctionnaires sont invités, à l'occasion de ce colloque, co-organisé par le Camp des milles et le CNFPT, à réfléchir ensemble aux possibilités individuelles et collectives de résistance à des dérives contraires à leurs valeurs.